

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/S/1

18 avril 1997

(97-1690)

---

Comité des restrictions appliquées à des fins  
de balance des paiements

## CONSULTATION DE 1997 AVEC LE BANGLADESH (PROCEDURES SIMPLIFIEES)

Document d'information établi par le Secrétariat

1. Le présent document a été établi conformément au paragraphe 7 de la Déclaration de 1979 relative aux mesures commerciales prises à des fins de balance des paiements (IBDD, S26/226) afin d'aider le Comité à prendre la décision visée au paragraphe 8 de la Déclaration et au paragraphe 8 du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

### I. Consultations précédentes

2. Il s'agit de la première consultation tenue avec le Bangladesh dans le cadre de l'OMC. Le Comité des restrictions à l'importation (balance des paiements) du GATT a tenu onze consultations simplifiées avec le Bangladesh (1973, 1976, 1978, 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992 et 1995). Aucune consultation approfondie n'a eu lieu.

### II. Changements apportés récemment à la politique commerciale

3. Au cours des dernières années, le Bangladesh a sensiblement libéralisé son régime commercial, en réduisant le recours aux restrictions quantitatives et en diminuant à la fois le niveau et la dispersion des taux de droits.

#### a) Restrictions à l'importation

4. Au cours des dernières consultations, le Comité a été informé que 111 positions restaient assujetties à la réglementation des importations, dont 19 l'étaient pour des raisons commerciales, à savoir essentiellement pour protéger les producteurs nationaux.<sup>1</sup> Selon des informations émanant du FMI, 26 positions (dont sept font l'objet de prohibitions et 19 de restrictions à l'importation) sont maintenues sur la liste des importations réglementées pour des raisons de balance des paiements.<sup>2</sup>

5. Selon des informations communiquées au cours des dernières consultations (BOP/W/160), les importations de sucre, de dextrose et salins, de sel, plusieurs articles textiles et les compteurs d'électricité pour courant monophasé sont soumises à des restrictions pour des raisons commerciales de balance des paiements.

---

<sup>1</sup>BOP/323, 21 février 1995.

<sup>2</sup>FMI, Bangladesh: Recent Economic Developments, 21 mars 1996.

b) Droits d'importation

6. Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, le Bangladesh a consolidé 32 lignes tarifaires (soit 0,7 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires du SH à six chiffres) à 50 pour cent et a consolidé les "autres droits et impositions" à 30 pour cent. Les lignes tarifaires pour les produits agricoles sont consolidées à 200 pour cent, sauf 13 lignes tarifaires du SH à quatre chiffres qui sont consolidées à 50 pour cent. Au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le Bangladesh a pris l'engagement spécifique d'autoriser à hauteur de 100 pour cent l'investissement étranger direct dans le sous-secteur de l'hôtellerie de luxe et l'emploi de personnes étrangères à des postes de direction dans ce secteur.

7. Sachant qu'il existe sept taux de droits (zéro, 2,5, 7,5, 15, 22,5, 30 et 45), les droits moyens ont été ramenés ces dernières années à une moyenne non pondérée de 21,8 pour cent en 1996/97. Dans le budget 1995/96, les droits de douane ont été abaissés ou éliminés sur un grand nombre d'articles; par exemple, le taux de droit appliqué à quelque 1 028 matières premières a été ramené de 30 à 22,5 pour cent et les exemptions tarifaires ont été maintenues sur les machines (biens d'équipement) et le coton brut destinés à l'industrie textile. Le taux de droit maximum a été ramené de 60 à 50 pour cent dans le budget 1995/96 puis à 45 pour cent dans le budget 1996/97.

c) Aspects du régime de change touchant le commerce extérieur

8. Le Bangladesh a accepté les obligations énoncées à l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des Statuts du FMI à compter du 11 avril 1994, et n'impose par conséquent pas de restrictions sur les paiements et transferts au titre des transactions internationales courantes. En 1995-1996, les accords bilatéraux sur les paiements conclus avec la Bulgarie, la Chine, la Hongrie, la République populaire démocratique de Corée et la République tchèque sont venus à échéance et n'ont pas été renouvelés. Il faut une autorisation pour tous les transferts de capitaux à l'étranger.

9. La politique des autorités consiste à définir de manière souple le taux de change effectif réel du taka. Après une dépréciation au cours de l'exercice financier 1994/95, le taux de change effectif réel s'est apprécié légèrement l'année suivante, malgré plusieurs ajustements par rapport au dollar des Etats-Unis.<sup>3</sup>

III. Evolution macro-économiquea) Aperçu

10. Depuis la dernière consultation tenue en février 1995, le Bangladesh a encore libéralisé son régime commercial et la croissance du commerce a été beaucoup plus rapide que la moyenne mondiale. Toutefois, la situation de la balance des paiements s'est aggravée avec les distorsions intérieures, l'intervention de l'Etat, les pressions de la demande résultant des politiques budgétaires et monétaires, ainsi que l'incertitude politique qui régnait au début de l'année 1996, qui ont eu des répercussions négatives sur l'épargne et l'investissement et ont contribué à creuser le déficit des opérations courantes et à faire baisser les réserves.

---

<sup>3</sup>Le taux de change moyen en 1995/96 était de 40,9 taka pour 1 dollar.

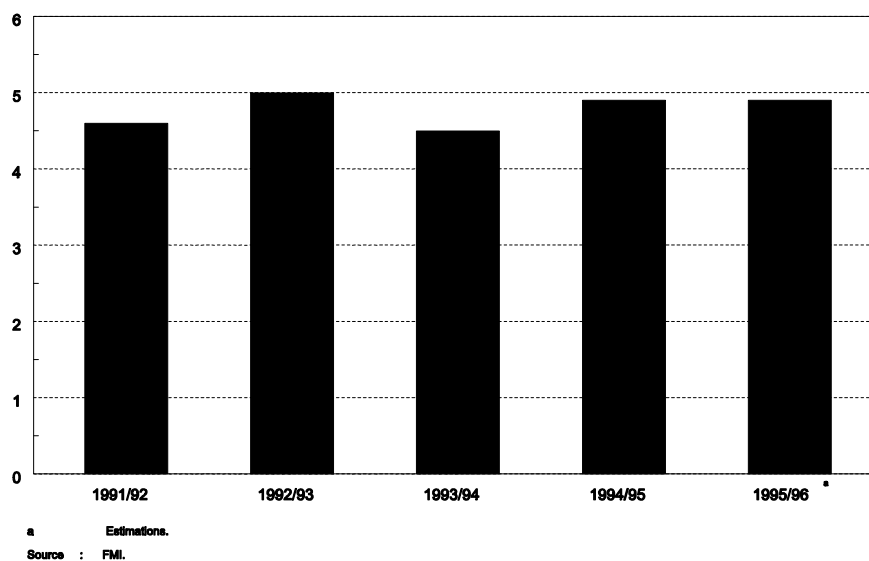
b) Production et prix

11. Depuis la dernière consultation, deux ans auparavant, la croissance économique s'est poursuivie au Bangladesh à un rythme modéré frôlant les 5 pour cent par an (graphique 1). Toutefois, ce chiffre masque des différences sectorielles considérables. En 1994-1995, l'agriculture a accusé un recul réel lié à la sécheresse, tandis que le secteur non agricole de l'économie affichait une croissance de 6,6 pour cent. Les chiffres correspondants ne sont pas disponibles pour 1995/96, mais tout indique que le gros de la croissance pour cette période est dû à une reprise de la production agricole alors que la plupart des autres secteurs accusaient un déficit. Du côté des dépenses, la croissance semble être surtout imputable, ces derniers temps, à une forte consommation.

12. Le recul de l'inflation observé à partir du début des années 90 a laissé la place à une tendance inverse au cours des deux dernières années. L'inflation, qui était inférieure à 4 pour cent en 1993/94, a atteint près de 9 pour cent en 1994/95 (graphique 2), ce qui s'explique en partie par la hausse des prix des produits alimentaires imputable à la sécheresse. En 1996, les pressions sur les prix se sont quelque peu atténuées avec la reprise de la production agricole mais l'inflation reste supérieure au niveau qu'elle avait deux ans auparavant.

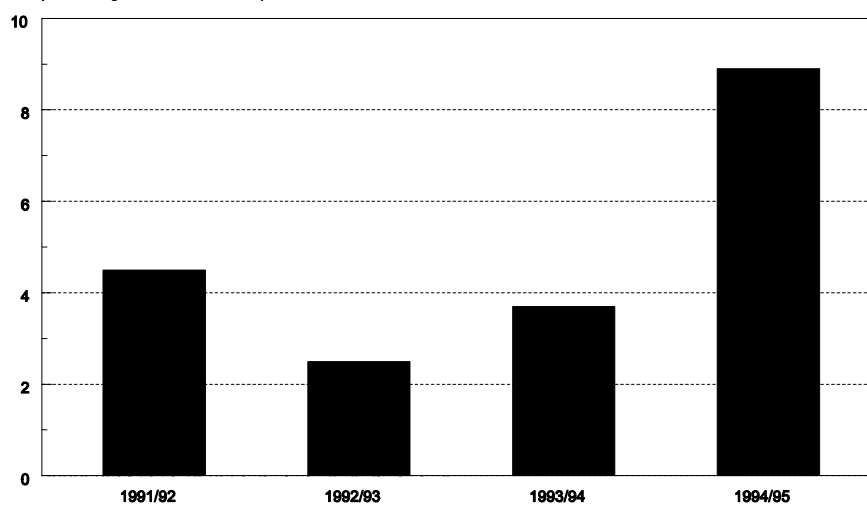
**Graphique 1**  
**Bangladesh - Croissance du PIB (prix constants du march),**  
**1991/92-1995/96**

(Pourcentage annuel de variation)



**Graphique 2**  
**Bangladesh - Prix la consommation, 1991/92-1995/96**

(Pourcentage annuel de variation)



Source : FMI.

c) Evolution du secteur extérieur

13. La balance des paiements du Bangladesh s'est affaiblie au cours des deux dernières années. Les importations ont augmenté beaucoup plus rapidement que les exportations, ce qui a donné un déficit commercial égal à 9 pour cent du PIB en 1995/96. Le déficit de la balance des transactions courantes, qui était inférieur à 2 pour cent en 1993-1994, a dépassé les 5 pour cent en 1995-1996 (tableau 1 et graphique 3). Pour l'exercice 1995/96, le déficit de la balance des transactions courantes a dû être financé sur les réserves extérieures car les fonds reçus au titre de l'aide ont été inférieurs aux prévisions, et l'accès aux marchés internationaux de capitaux est resté très limité. En conséquence, les réserves en mois d'importations sont tombées de presque sept mois d'importations à la fin de l'exercice budgétaire 1993/94 à trois mois d'importations seulement en juillet 1996 (graphique 4). Depuis lors, la chute des réserves s'est sensiblement ralentie du fait que la croissance des importations s'est affaiblie et que les exportations ont donné des signes de reprise.

Tableau 1

Bangladesh - Balance des paiements, 1991/92-1995/96

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96 Données préél.
(En millions de dollars EU)					
Balance commerciale	-1 532	-1 688	-1 657	-2 361	-3 046
Exportations	1 994	2 383	2 534	3 473	3 882
Importations	-3 526	-4 071	-4 191	-5 834	-6 928
Services (net)	-21	3	-10	-95	-100
Transferts privés	975	1 067	1 247	1 426	1 445
Dont: Envois de fonds des travailleurs	848	944	1 089	1 198	1 215
<b>Balance des transactions courantes<sup>1</sup></b>	<b>-578</b>	<b>-618</b>	<b>-420</b>	<b>-1 030</b>	<b>-1 701</b>
Versements au titre de l'aide <sup>2</sup>	1 611	1 675	1 559	1 739	1 450
Dont: Aide au titre de projets <sup>3</sup>	984	1 182	990	1 269	1 075
Amortissements	-210	-239	-264	-314	-325
Prêts à court et à moyen terme (net) <sup>4</sup>	-149	-177	-86	-257	-516
Investissements étrangers directs	10	16	69	67	0
<b>Balance des opérations en capital, nette</b>	<b>1 262</b>	<b>1 275</b>	<b>1 278</b>	<b>1 235</b>	<b>609</b>
Erreurs et omissions (net)	-87	-63	-185	27	242
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>597</b>	<b>594</b>	<b>673</b>	<b>232</b>	<b>-850</b>
Financement sur réserves extérieures brutes (- = augmentation)	-742	-518	-625	-274	1 031
Autre financement	145	-76	-48	-42	-181
<u>Pour mémoire</u>					
Volume des exportations (en pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)	17,7	15,8	1,1	29,9	6,0
Volume des importations (en pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)	2,8	14,5	2,1	33,0	14,2
Envoi de fonds des travailleurs (en pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)	11,0	11,3	15,4	10,0	1,4
Commerce des marchandises/PIB	22,0	24,7	24,4	29,9	33,1
Balance des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-2,3	-2,4	-1,5	-3,3	-5,1
Réserves officielles (en mois d'importations)	4,7	5,4	6,8	5,5	3,1
Dette publique extérieure (en pourcentage du PIB, fin de période)	53,3	52,1	55,3	54,1	51,4
Service de la dette (en pourcentage des rentrées courantes de devises étrangères)	15,1	12,0	11,4	9,8	10,2

1 Non compris les dons officiels.

2 Y compris les dons officiels.

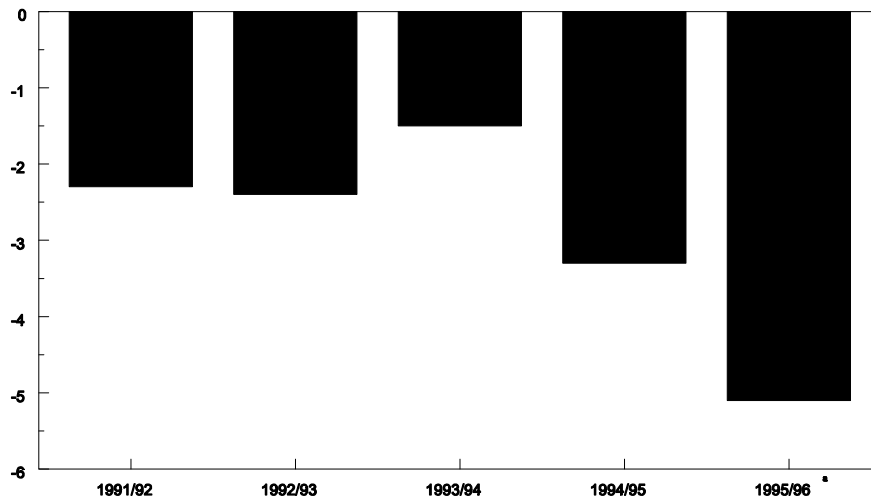
3Y compris le Fonds fiduciaire du FMI, les prêts pour l'achat d'aéronefs, les prêts alimentaires, les crédits commerciaux, les prêts pétroliers à court terme (net) et les autres emprunts aux conditions du marché.

4 Y compris les réévaluations.

Source: Fonds monétaire international.

**Graphique 3**  
**Bangladesh - Balance des paiements courants, 1991/92-1995/96**

(En pourcentage du PIB)

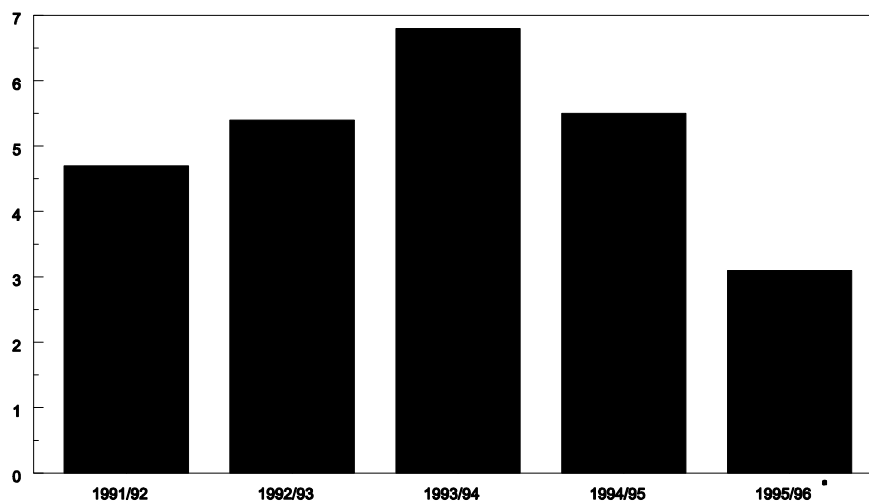


<sup>a</sup> Estimations.

Source : FMI.

**Graphique 4**  
**Bangladesh - Réserves officielles brutes, 1991/92-1995/96**

(Mois d'importations, fin de période)



<sup>a</sup> Estimations.

Source : FMI.



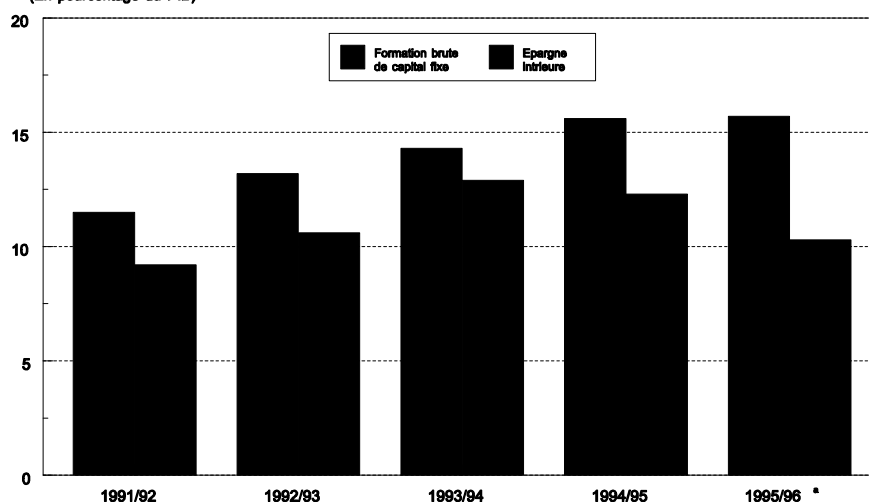
14. La situation du Bangladesh sur le plan de l'endettement extérieur s'est légèrement améliorée parce que, du fait d'un accès limité au marché des capitaux, les remboursements d'emprunts extérieurs ont été supérieurs aux décaissements faits au titre de nouveaux prêts. Entre les exercices 1993/94 et 1995/96, l'endettement est tombé de 55,3 à 51,4 pour cent du PIB, et le taux du service de la dette est passé de 11,4 à 9,9 pour cent des recettes courantes.

d) Épargne et investissement

15. Le solde de l'épargne et de l'investissement étant le miroir de la balance des transactions courantes, on trouve dans les variations de l'épargne et de l'investissement une indication importante pour comprendre l'évolution de la balance des paiements. Les améliorations observées dans le solde de l'épargne et de l'investissement au début des années 90 ont été en partie annulées au cours des deux dernières années (graphique 5). La formation brute de capital fixe a légèrement augmenté en 1994/95, pour rester constante les années suivantes à près de 16 pour cent du PIB, tandis que l'épargne intérieure a reculé de plus de 2 pour cent pour s'établir à environ 10 pour cent du PIB pendant la même période.

**Graphique 5**  
**Bangladesh - Formation brute de capital fixe et pargne intrieure,**  
**1991/92-1995/96**

(En pourcentage du PIB)



a Estimations.

Source : FMI.

16. Si l'on cherche des explications à la faiblesse de la position extérieure et aux résultats modestes de l'économie au cours des deux années, il faut regarder du côté du rythme de la réforme économique, des politiques budgétaires et monétaires et de la situation politique au début de l'année 1996.

-Les taux d'épargne et d'investissement sont relativement faibles - à peu près la moitié de la moyenne asiatique. Voilà l'une des principales explications du taux de croissance relativement faible du Bangladesh. L'intervention de l'Etat dans l'économie, le manque de transparence et l'absence d'obligation de rendre des comptes, la faiblesse du secteur financier, la pénurie d'infrastructures et de capital humain ainsi que l'inefficacité des entreprises publiques, tels sont les points qui figurent à l'ordre du jour des réformes envisagées par le gouvernement pour faire évoluer l'économie vers une croissance plus soutenue. Mais pour l'instant, les facteurs qui viennent d'être cités restent un frein majeur à l'expansion de la croissance.

-Des politiques budgétaires et monétaires relativement laxistes ont contribué à accentuer le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement intérieurs ainsi qu'à l'augmentation des importations. Sur le plan des politiques budgétaires, l'accroissement des dépenses alimentaires dû à la sécheresse au cours de l'exercice 1994/95 et la montée des dépenses courantes et des investissements publics financés sur des fonds locaux en 1995/96 se sont soldés par un déficit global de 6,4 pour cent du PIB pour l'exercice 1994/95 et de 5,5 pour cent pour l'exercice 1995/96. Ces chiffres n'étaient pas très supérieurs au niveau observé les années précédentes, mais le financement extérieur étant en baisse, une proportion plus importante du déficit a dû être financée par le système bancaire intérieur (tableau 2), ce qui a entraîné des pressions sur les marchés financiers intérieurs.

Tableau 2

Bangladesh - Etat récapitulatif du budget de l'Etat, 1991/92-1995/96

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96 Données prél.
	(En pourcentage du PIB)				
Recettes totales	10,4	11,1	11,3	11,4	11,0
Dépenses totales	15,1	16,3	16,7	17,9	16,3
Dont:Dépenses courantes (y compris compte des produits alimentaires)	8,5	8,9	7,8	8,9	8,7
Programme de développement annuel	6,0	6,6	7,8	8,1	7,0
Solde global	-5,6	-5,4	-5,5	-6,4	-5,5
Financement intérieur (net)	1,0	0,3	1,0	1,8	2,1
Financement extérieur (net)	4,6	5,2	4,5	4,6	3,4

Source: Fonds monétaire international.

-Le Bangladesh a mené une politique monétaire expansionniste à compter de 1994/95, notamment sous l'effet de la pression budgétaire. Il y avait une autre raison, à savoir la forte augmentation du crédit dans le secteur privé, qui s'est traduite par une expansion de la masse monétaire au sens large au rythme de 16 pour cent en 1994/95. Le niveau de l'inflation a monté sans que les taux d'intérêt suivent, et les taux d'intérêt réels ont baissé pour devenir négatifs. L'exercice 1995/96 a vu un nouvel accroissement rapide des prêts dans le secteur privé et des prêts nets aux administrations publiques. L'expansion de la masse monétaire au sens large a toutefois été modérée par la perte de réserves étrangères et, à une date plus récente, le retour à des taux d'intérêt réels positifs a permis de resserrer les politiques monétaires.

-Les incertitudes politiques, qui ont débouché sur la crise du début de l'année 1996, ont faussé le contrôle monétaire car le manque de confiance a déclenché une compression des liquidités dans un système bancaire déjà affaibli. Cela a obligé la Banque centrale à apporter une assistance considérable au secteur bancaire par le biais du réescompte et par le remboursement net des effets et titres de la Banque centrale. De plus, les grèves qui ont éclaté dans les principales industries exportatrices et l'aggravation du climat politique ont provoqué un ralentissement de l'activité économique et des exportations, découragé les envois de fonds des travailleurs et les investissements étrangers et ont déclenché des fuites de capitaux, ce qui a eu pour effet d'affaiblir encore les résultats économiques et la position extérieure du pays.

#### IV. Evolution du commerce extérieur

17. Le commerce a continué à se développer à un rythme bien supérieur à la moyenne mondiale, et le rapport du commerce des marchandises au PIB - indicateur de l'ouverture d'un pays - est passé de 25 à 33 pour cent. En volume, les exportations ont augmenté de 30 pour cent en 1994/95. En revanche, la croissance des exportations est tombée à 6 pour cent en 1995/96, à la suite des grèves qui ont particulièrement touché les industries du textile et des vêtements, sur lesquelles reposent la capacité industrielle et la capacité d'exportation du Bangladesh. Comme on l'a noté plus haut, l'expansion des importations a été plus rapide que celle des exportations au cours des deux dernières années (33 pour cent pour les premières et 14,2 pour cent pour les secondes, en volume) et le déficit commercial a presque doublé en valeur nominale. Le compte des services est passé d'une position presque équilibrée en 1993/94 à un déficit, dû en grande partie à une augmentation sensible des dépenses liées au tourisme consécutive à la suppression des restrictions de change pour les voyages.

18. L'évolution de la structure des échanges a suivi la tendance observée au début des années 90 (tableau 3). Du côté des exportations, la part du jute brut et des articles en jute a légèrement fléchi tandis que les vêtements de confection ont maintenu leur position dominante, avec environ 50 pour cent de la valeur totale des exportations. Du côté des importations, les biens d'équipement et les textiles représentent ensemble environ la moitié de la valeur des importations, mais la sécheresse de 1994/95 a également obligé le pays à augmenter sensiblement ses importations de céréales vivrières. Dans la part croissante des "autres importations", on trouve entre autres les biens de consommation dont l'augmentation récente traduit essentiellement les pressions de la demande mentionnées plus haut.

Tableau 3

Bangladesh - Commerce des marchandises par grande catégorie de produits, 1991/92-1995/96

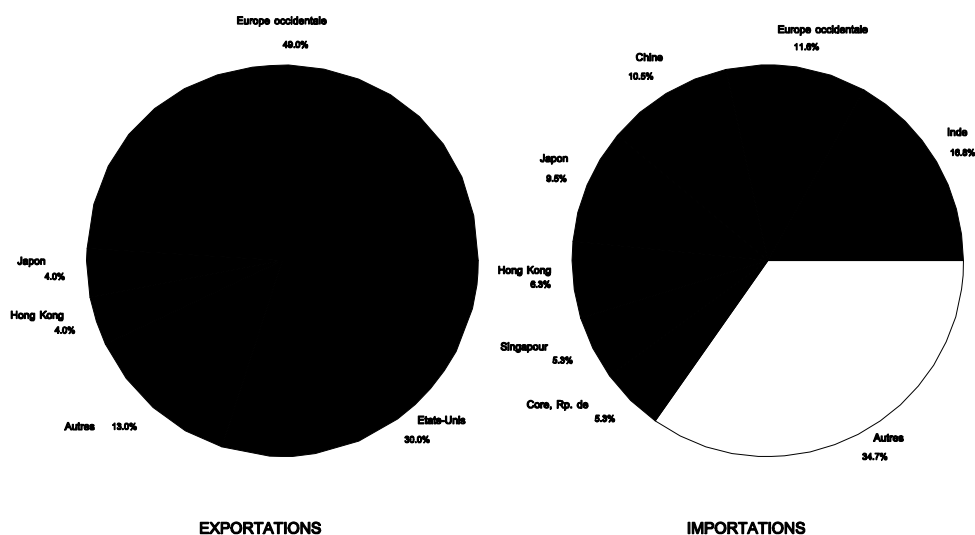
	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96 Estimations
(En pourcentage des exportations et importations totales de marchandises)					
<b>EXPORTATIONS</b>					
Jute brut et articles en jute	19	15	13	11	11
Thé	2	2	1	1	1
Cuirs et articles en cuir	7	6	7	6	5
Crevettes et cuisses de grenouilles congelées	6	7	8	7	7
Vêtements de confection	53	52	51	53	50
Autres	13	18	20	22	26
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>IMPORTATIONS</b>					
Céréales vivrières	7	6	4	8	9
Huiles comestibles et graines oléagineuses	5	5	4	5	4
Pétrole brut et produits pétroliers	9	8	7	7	6

Coton et fibres discontinues	3	3	2	3	3
Fils	3	3	4	3	4
Textiles	14	16	20	18	16
Engrais	3	3	3	2	1
Ciment	3	3	2	2	2
Biens d'équipement	37	33	31	29	26
Autres	16	20	23	23	29
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Fonds monétaire international.

19. La répartition géographique des échanges s'est lentement modifiée, sous l'effet du développement économique rapide qu'ont connu les pays d'Asie avec lesquels le Bangladesh a renforcé ses liens commerciaux. A l'exportation, l'Europe occidentale et les Etats-Unis restent les principaux marchés (graphique 6). La part des exportations à destination de l'Europe occidentale (où les vêtements de confection ne sont soumis à aucun contingent) est même passée de 43 à 49 pour cent entre 1993/94 et 1995/96, mais certains clients de la région, notamment Hong Kong, le Japon ou la Chine, prennent de plus en plus d'importance. La plus forte baisse observée sur le marché des exportations est celle enregistrée par les Etats-Unis, où les deux tiers des exportations sont contingentées au titre de l'Arrangement multifibres. La part des Etats-Unis dans les exportations a reculé de 4 pour cent pour s'établir à 30 pour cent en 1995/96. A l'importation, l'Inde et la Chine ont également vu croître rapidement leurs parts de marché alors que la part des livraisons provenant des pays industrialisés occidentaux a reculé.

**Graphique 6**  
**Bangladesh - Répartition géographique du commerce extérieur, 1995/96**  
(En pourcentage du total)



Source : FMI.